

## PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt  
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68.2379

### **Arrêté portant mise en demeure à l'encontre de la société ESSO SAF 28, avenue de Fondevre à Toulouse**

N° 0 0 6

Le préfet de la région  
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 7 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1994 autorisant la société ESSO SAF à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur le territoire de la commune de Toulouse, modifié par les arrêtés préfectoraux du 18 août 2004, du 21 décembre 2009 et du 24 mars 2011 ;

Vu le guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées (MMRI) des installations industrielles (DT 93) version de juillet 2013 – reconnu par décision du MEDDE du 2 août 2011 ;

Vu le courrier transmis par ESSO daté du 28 avril 2015 en réponse aux remarques adressées par l'inspection de l'environnement issues de la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 24 novembre 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 23 décembre 2015 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 6 novembre 2015 ;

Considérant que lors de la visite en date du 6 novembre 2015, l'inspection de l'environnement a constaté :

- que les états initiaux des MMRI n'avaient pas été mis à jour en dépit des demandes formulées suite à l'inspection du 24 novembre 2014 ;
- l'absence de lien avec le(s) scénario(s) justifiant la MMRI ;
- l'absence de justification du niveau de confiance ;

- l'absence de précision des conditions environnementales d'utilisation, à savoir température, humidité, contaminants, mise à la terre, interférences électromagnétiques/interférences radiofréquence (IEM/IRF), chocs/vibrations, décharges électrostatiques, classification ATEX, foudre ;
- l'absence d'indication du temps maximum de réponse ;
- la non précision des références des procédures de tests périodiques ;
- l'absence de précision des réparations ou modifications éventuelles durant la vie de l'équipement et leur justification ;

Considérant que la fiche de vie d'une MMRI doit capitaliser les principales informations concernant les caractéristiques des MMRI notamment, le lien avec le(s) scénario(s) justifiant la MMRI, le niveau de confiance associé, les standards de conception et/ou de construction utilisés, les conditions environnementales, les fonctions de sécurité qu'elles assurent, le temps de réponse maximum si requis, la position de repli en cas de défaillance détectée, la fréquence, la nature (unité en marche ou à l'arrêt) et les procédures de tests, le suivi réalisé durant la vie de l'équipement, les réparations ou modifications éventuelles durant la vie de l'équipement et leur justification ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ESSO SAF de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>** – La société ESSO SAF est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au 28 avenue de Fondeyre à Toulouse, de respecter les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié en complétant, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

**Art. 2** – À défaut d'exécution dans les délais impartis définis à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Art. 3** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 4** – Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

**Art. 5** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 18 JAN 2016

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Stéphane DABUIN



